



**ERRATUM**

Commission paritaire des employés  
de l'industrie chimique  
n° 207

**CCT n° 92232/CO/207  
du 01/04/2009**

Correction du texte en français :

- le second alinéa de l'article 5, §1<sup>er</sup>  
doit être lu comme suit : « *Une  
première augmentation de 5,2 EUR  
brut sera appliquée à l'entrée en  
vigueur du nouveau système  
d'évolution des salaires, et ce au plus  
tôt le 1er avril 2009.* »

- la première ligne de l'article 7, § 2,  
doit être lue comme suit : « *Pour les  
entreprises qui tombent sous le  
champ d'application de l'article 6 de  
la présente CCT, qui ont octroyé à  
titre unique des éco-chèques, tels que  
définis à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 6, et  
qui tombent sous le champ  
d'application de la pension  
sectorielle, le coût égal au montant  
total des éco-chèques (250 EUR par  
employé en 2010), sera affecté au  
plan de pension sectoriel à partir de  
2011.* »

**Décision du**

**ERRATUM**

Paritair Comité voor de bedienden uit  
de scheikundige nijverheid  
nr. 207

**CAO nr. 92232/CO/207  
van 01/04/2009**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- tweede alinea van het artikel 5, § 1,  
moet als volgt gelezen worden :  
« *Une première augmentation de 5,2  
EUR brut sera appliquée à l'entrée  
en vigueur du nouveau système  
d'évolution des salaires, et ce au plus  
tôt le 1er avril 2009.* »

- de eerste zin van artikel 7, § 2, moet  
als volgt gelezen worden : « *Pour les  
entreprises qui tombent sous le  
champ d'application de l'article 6 de  
la présente CCT, qui ont octroyé à  
titre unique des éco-chèques, tels que  
définis à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 6, et  
qui tombent sous le champ  
d'application de la pension  
sectorielle, le coût égal au montant  
total des éco-chèques (250 EUR par  
employé en 2010), sera affecté au  
plan de pension sectoriel à partir de  
2011.* »

**Beslissing van**

## **Accord National 2009-2010 pour employés (CP 207)**

---

CCT conclue le 1<sup>er</sup> avril 2009 au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

### **Champ d'application**

#### **Article 1er**

§1. La présente CCT s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par cette Commission Paritaire.

§2. Le champ d'application de l'article 10§1<sup>er</sup> de la présente CCT (prépension conventionnelle à 58 ans), de l'article 13 de la présente CCT (Fonds de formation – groupes à risques) et de l'article 14§ 1<sup>er</sup> de la présente CCT (crédit-temps) est étendu à tous les travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé.

§3. Le champ d'application de l'article 9 de la présente CCT est étendu uniquement aux travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail de représentant de commerce.

### **Durée**

**Article 2.** - La présente CCT est conclue pour une durée de deux ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010 inclus, à l'exclusion des articles 7, 8 et 10.

### **Accords d'encadrement de la concertation sociale au niveau de l'entreprise**

**Article 3.** - Les partenaires sociaux de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique et les négociateurs au niveau de l'entreprise confirment leur adhésion complète et sans réserve à toutes les dispositions de l'accord exceptionnel du 18 décembre 2008 et confirment ainsi entre autres l'enveloppe de négociation qui a été définie dans cet accord exceptionnel pour les négociations à conclure au niveau de l'entreprise dans la période 2009-2010.

Le respect au niveau de l'entreprise de l'accord exceptionnel en annexe fait indissociablement partie de l'exécution de la présente convention collective de travail.

### **Sécurité d'emploi**

#### **Article 4.**

L'organisation d'employeurs signataire s'engage à recommander aux entreprises contraintes de procéder à un licenciement collectif pour raisons économiques d'examiner les mesures qui pourraient atténuer les conséquences de ces licenciements envers les employés, telles que, entre autres, prépension, partage du travail, crédit-temps, manière d'appliquer la loi sur le travail temporaire et intérimaire.

Les régimes plus favorables existant dans les entreprises demeurent d'application.

## **Barème minimum**

### **Article 5.**

§1 Les minima barémiques ne pourront être adaptés que lorsque l'actuel barème lié à l'âge aura été transformé en un nouveau système d'évolution salariale mis en conformité avec la Directive européenne 2000/78/CE, traduite en droit belge par la Loi du 25 février 2003, telle que modifiée par la Loi du 20 juillet 2006.

Une première augmentation de 5,2 EUR <sup>brut</sup> sera appliquée à l'entrée en vigueur du nouveau système d'évolution des salaires, et ce au plus tôt le 1<sup>er</sup> avril 2009.

Le barème minimum sera augmenté de 12,13 EUR brut le 1<sup>er</sup> janvier 2010, sous la condition suspensive décrite à l'alinéa 1er.

§2 Ces augmentations sont également d'application aux employés qui, au 31 mars 2009, sont payés moins que 17,33 EUR brut au dessus des minima en vigueur.

§3 L'effort mentionné aux § 1 et 2 du présent article pour les augmentations des barèmes minima ne peut pas être utilisé en tant que référence pour les négociations dans les entreprises.

## **Augmentation des appointements**

### **Article 6. –**

§1 Les entreprises non liées, quant à l'éventuelle augmentation du pouvoir d'achat durant la période 2009-2010, par une convention collective de travail relative aux conditions de travail et de rémunération, conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux conventions collectives de travail et aux Commissions paritaires, octroieront à titre unique, au 1<sup>er</sup> janvier 2010, des éco-chèques, tels que définis par la convention collective n° 98 du Conseil national du Travail du 20 février 2009, pour une valeur totale de 250 EUR, à chaque employé barémisé en service au 1<sup>er</sup> janvier 2010, c'est-à-dire aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique.

Pour les employés à temps partiel, des éco-chèques seront octroyés pour le même montant total et sous les mêmes conditions que pour les employés à temps plein.

L'octroi et/ou la détermination du montant de ces éco-chèques sera toutefois imputé et/ou à valoir sur d'éventuelles autres augmentations effectives de la rémunération et/ou tous autres nouveaux avantages pécuniaires ou évaluables en argent, octroyés ou à octroyer selon des modalités propres à l'entreprise, et auxquels l'employé a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement, hormis ceux dus à la convention collective de travail du 17 mars 2006 (AR 9 octobre 2006 ; MB 13 novembre 2006), conclue au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, concernant la liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation.

Ces augmentations et/ou avantages sont à imputer à leur valeur brute sur l'augmentation définie par la présente CCT.

§2 Cet article n'est pas d'application aux employés qui bénéficient des augmentations barémiques prévues à l'article 5 de cette CCT.

## **Plan de pension**

### **Article 7. –**

§1er – Pour les employeurs qui, au 1er octobre 2010, n'ont pas de plan de pension ou dont le plan de pension est d'un coût patronal annuel inférieur au plan de pension sectoriel, un plan de pension sectoriel est introduit et entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2011, avec un coût minimum d'entrée de 250 EUR par employé.

*qui ont octroyé à titre unique des éco-chèques, tels que définis à l'alinéa 1er de l'article 6*

§2. Pour les entreprises qui tombent sous le champ d'application de l'article 6 de la présente CCT et qui tombent sous le champ d'application de la pension sectorielle, le coût égal au montant total des éco-chèques (250 EUR par employé en 2010), sera affecté au plan de pension sectoriel à partir de 2011.

Pour les autres entreprises qui ont octroyé, pour la période 2009-2010, un avantage récurrent et qui tombent sous le champ d'application de la pension sectorielle, le plan de pension sectoriel constitue un avantage nouveau dont le coût est à imputer sur la CCT 2011-2012.

Le tableau explicatif repris en annexe fait intégralement partie de la présente convention collective de travail.

§3. Les partenaires sociaux de l'industrie chimique procéderont immédiatement à la constitution d'un groupe de travail d'installation du plan de pension sectoriel afin d'établir, pour fin octobre 2009 au plus tard, tous les principes et modalités du nouveau plan de pension à mettre en place.

§4. Cet article est valable à durée indéterminée.

## **Frais de transport**

### **Article 8. –**

§1. En ce qui concerne l'intervention de l'employeur dans le prix des transports en commun publics, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée, à partir du 1<sup>er</sup> février 2009, sur base du tableau des montants forfaitaires repris dans l'article 3 de la convention collective n°19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements à partir de 5 km, sera calculée selon les modalités fixées à l'article 4 de la convention collective n°19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne les transports en commun publics combinés, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport sera calculée, à partir du 1<sup>er</sup> février 2009, selon les modalités fixées aux articles 5 et 6 de la convention collective n°19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne les transports en commun publics sur le territoire d'un autre État membre, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport sera calculée, à partir du 1<sup>er</sup> février 2009, selon les modalités fixées à l'article 7 de la convention collective n°19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne l'intervention de l'employeur lors de l'utilisation de moyens de transport autres que les transports en commun publics, pour un déplacement atteignant au moins 5 km, l'intervention de l'employeur reste liée, à partir du 1<sup>er</sup> février 2009, à la grille antérieure sur base de 60 % en moyenne, adaptée annuellement aux nouveaux tarifs.

Les parties conviennent d'adapter en ce sens la CCT du 14 mai 2001, conclue en Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, relative au transport des employés (AR du 23 avril 2002 ; MB du 30 mai 2002).

§2. Le présent article est valable à durée indéterminée.

## **Représentants de commerce - Prime de fin d'année**

### **Article 9. -**

Le plafond de 2.000 EUR mentionné à l'article 3 de la CCT, concernant une prime de fin d'année spécifique pour les représentants de commerce, conclue le 12 juillet 2007 (AR 18 mai 2008; MB 11 juin 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, est, à partir de l'année 2010, et payable au plus tard, en ce qui concerne la prime de fin d'année afférente à l'année civile 2010, en janvier 2011, porté à 2.100 EUR.

## **Prépension conventionnelle**

### **Article 10.-**

#### **§1.Prépension à partir de 58 ans**

La CCT, conclue le 26 juin 2007 (AR 2 juillet 2008 ; MB 9 octobre 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, relative à la prorogation du régime de prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 décembre 2008, est prorogée du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 mars 2011.

#### **§2.Prépension à partir de 56 ans pour les employés qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle**

La CCT, conclue le 26 juin 2007 (AR 24 juillet 2008; MB 9 octobre 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, venue à échéance le 31 décembre 2008, relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les employés qui comptent au moins 20 ans de travail de nuit et 33 ans de carrière professionnelle, est prorogée pour la durée de la présente CCT.

Si la législation le permet, cette CCT sera ensuite prorogée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011.

#### **§3.Prépension à partir de 56 ans pour les employés qui comptent au moins de 40 ans de carrière professionnelle**

Un nouveau système de prépension conventionnelle à partir de 56 ans moyennant 40 ans de carrière professionnelle est introduit dans l'industrie chimique selon les conditions et les modalités fixées dans la convention collective de travail interprofessionnelle conclue à ce sujet au sein du Conseil National du Travail pour la période couvrant le 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010.

Si la législation le permet, cette CCT sera ensuite prorogée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011.

#### **§4.Prépension à mi-temps à partir de 55 ans**

La CCT, conclue le 26 juin 2007 (AR 19 mars 2008; MB 9 avril 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, venue à échéance le 31 décembre 2008, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans, est prorogée pour la durée de la présente CCT.

Si la législation le permet, cette CCT sera ensuite prorogée pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 31 mars 2011.

## **Formation syndicale**

### **Article 11.-**

**§ 1.** Dans les alinéas 1 et 3 de l'article 3 de la CCT, concernant la formation syndicale, conclue le 12 juillet 2007 (AR 20 février 2008; MB 9 avril 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, le chiffre « 300 » est remplacé par le chiffre « 400 » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Le quatrième alinéa de l'article 3 de la CCT précitée est supprimé.

§ 2. Le montant de 137.500 EUR par année civile, mentionné au premier alinéa de l'article 8 de la CCT susmentionnée, conclue le 12 juillet 2007 (AR 20 février 2008; MB 9 avril 2008) est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, porté à 150.000 EUR par année civile.

§3. La phrase suivante est ajoutée au premier alinéa de l'article 8 de la CCT susmentionnée conclue le 12 juillet 2007 (AR 20 février 2008; MB 9 avril 2008): « A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, un même montant est octroyé à la Fédération belge des industries chimiques et des sciences de la vie asbl (essenscia) afin de parfaire la formation des représentants des employeurs au dialogue social.

### **Financement de l'avantage aux employés syndiqués**

**Article 12.** - L'article 8, deuxième alinéa, de la CCT, concernant la formation syndicale, conclue le 12 juillet 2007 (AR 20 février 2008; MB 9 avril 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, est modifié comme suit, en application d'un effort exceptionnel : « Cette réserve financière assure en outre la couverture d'une partie de la cotisation annuelle des syndiqués parmi les employés visés au §1 de l'article 1 de la présente CCT, et ce à concurrence d'un montant de 2.350.000 EUR par an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### **Fonds de formation (groupes à risques)**

**Article 13.** - La CCT prorogeant le fonds pour la formation professionnelle des employés de l'industrie chimique, conclue le 26 juin 2007 (AR 19 mars 2008 ; MB 16 mai 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, sera prorogée pour la durée de la présente CCT.

En ce qui concerne la CCT fixant la cotisation des employeurs au Fonds précité, également conclue le 26 juin 2007 (AR 19 mars 2008 ; MB 16 mai 2008) au sein de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique, la cotisation au Fonds de Formation sera portée, à partir de l'année 2009, de 0,10% à 0,20% de la masse des appointements bruts des travailleurs liés à leur employeur par un contrat de travail d'employé.

Dans les fonds totaux récoltés mentionnés ci-dessus, une partie égale à 0,05% de la masse des appointements bruts des travailleurs sous contrat de travail d'employé sera intégralement utilisée pour des projets collectifs de formation.

Les partenaires sociaux pour les employés de l'industrie chimique confirment que l'introduction de ces mesures donne une suite favorable à l'appel d'accroître les efforts de formation.

### **Combinaison travail-famille**

#### **Crédit-temps – Diminution de carrière de 1/5**

**Article 14.** -

##### **§ 1. Crédit-temps**

Le droit au crédit-temps prévu par l'article 3 de la CCT n° 77bis, conclue le 19 décembre 2001 (MB 16 février 2002) au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est étendu à une durée maximum de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

Durant la première année, l'exercice de ce droit au crédit-temps doit, conformément à la CCT n° 77bis précitée, s'opérer par période de 3 mois minimum.

Sous réserve d'autres accords pris sur le plan de l'entreprise, les conditions cumulatives suivantes doivent être respectées, de la deuxième jusques et y compris la cinquième année :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'une année
- les employés souhaitant exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint une ancienneté d'au moins 5 ans.

L'exercice de ce droit ne peut pas entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

## **§ 2. Diminution de carrière de 1/5<sup>e</sup>**

Les entreprises peuvent, conformément à l'article 6 §2 et à l'article 9 §2 de la CCT n° 77bis du CNT précitée, déterminer les modalités d'application concrètes du système de diminution de carrière de 1/5<sup>ème</sup> pour les employés à temps plein qui travaillent en équipes.

L'exercice de ce droit ne peut pas entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

### **§3. Passage d'une diminution de carrière à la prépension conventionnelle**

*Dans le cas où un(e) employé(e) passe d'une forme de diminution de carrière dans le cadre du crédit-temps (CCT n° 77bis) à une forme de prépension conventionnelle, l'indemnité complémentaire à charge de l'employeur, telle que définie dans les conventions collectives de travail sectorielles en vigueur pour ces régimes, sera calculée sur base d'un salaire à temps plein. L'indemnité complémentaire sera ensuite calculée au prorata des périodes prestées à temps plein et à temps partiel sur toute la carrière.*

*Cette disposition ne porte pas préjudice aux modalités analogues ou plus favorables existant au niveau de l'entreprise.*

### **Garantie du salaire de base pour les employées enceintes**

**Article 15.** – *Les employées contraintes, en raison de leur grossesse, d'exercer dans l'entreprise une fonction inférieure à la leur durant cette période, se voient garantir le maintien du salaire de base de leur fonction d'origine.*

*Cette disposition ne porte pas préjudice aux modalités analogues ou plus favorables existant au niveau de l'entreprise.*

### **Classification des fonctions**

#### **Article 16.** –

Le groupe de travail paritaire consacré à la classification des fonctions, ayant pour but d'actualiser et d'affiner les critères de niveau et les exemples de fonctions des catégories de fonctions actuelles, sans toucher aux classifications de fonctions existantes sur le plan de l'entreprise, poursuivra ses activités pendant la durée du présent accord national 2009-2010.

### **Contrats de travail**

#### **Article 17.** –

*Si un intérimaire est engagé sous contrat de travail par le même utilisateur, dénommé à partir de ce moment l'employeur, et pour la même fonction que celle qu'il a exercée durant au moins six mois, sans interruption de plus de quatre semaines successives, aucune période d'essai ne sera prévue dans le contrat de travail.*

### **Responsabilité juridique des travailleurs**

#### **Dialogue social**

**Article 18** – Après la conclusion de l'accord national 2009-2010 pour employés, le Président de la Commission Paritaire pour employés de l'industrie chimique prendra l'initiative, pendant cette

période de CCT, d'entamer entre les partenaires sociaux de la CP 207 un dialogue relatif au renforcement de l'information socio-économique dans les PME à partir d'un nombre déterminé d'employés.

Les organisations signataires sont prêtes à répondre positivement à cette initiative.

Cet engagement positif à dialoguer ne comporte aucune obligation de résultat.

**Article 19. –**

Le groupe de travail paritaire sur la responsabilité juridique des travailleurs poursuivra ses travaux pendant la période de validité de la présente convention collective de travail.

**Concertation et paix sociale**

**Article 20. –**

Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs attentes réciproques pour les matières faisant partie de la présente CCT.

Elle est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.



**Accord exceptionnel en vue des négociations au niveau des secteurs et des entreprises durant la période 2009-2010**

**Contribution au rétablissement de la confiance**

Notre pays traverse actuellement une période très difficile. Du fait de la conjonction d'une forte baisse de la demande nationale et internationale, des effets de la forte augmentation du coût des matières premières (par ex. produits alimentaires et énergie) au cours du premier semestre de l'année et de la crise financière mondiale, les perspectives économiques ont été sensiblement revues à la baisse depuis l'été. Alors qu'en juin, la croissance économique de notre pays était encore estimée à 1,7% pour 2009, les prévisions à fin novembre font état d'une croissance négative.

Dans ce contexte exceptionnel, les partenaires sociaux estiment que notre pays a aujourd'hui besoin d'un accord exceptionnel, adapté à ce qui préoccupe la population et les entrepreneurs. Un accord qui se fonde sur la réalité, mais qui entend également apporter une contribution au rétablissement de la confiance des travailleurs et des employeurs. Un accord visant également un juste équilibre entre compétitivité, pouvoir d'achat et emploi.

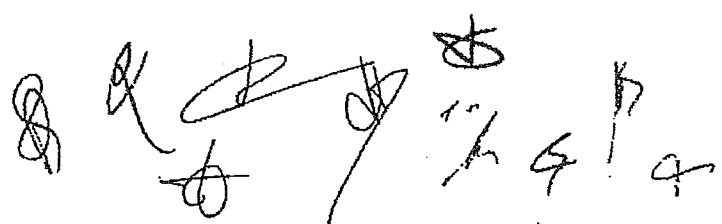
En outre, la crise actuelle et la situation budgétaire difficile résultant e.a. de la crise financière, ont eu pour effet d'ouvrir les yeux à bon nombre de personnes. La confiance dans le système a fortement baissé. L'impact sur l'économie réelle est dans l'intervalle établi. Les pouvoirs publics doivent dès lors mobiliser d'importants moyens afin de faire face à cette crise économique générale, ce qui met à son tour la situation budgétaire de notre pays sous pression. Aussi est-il e.a. essentiel que tous les revenus auxquels les pouvoirs publics ont droit soient dûment perçus et que les pouvoirs publics règlent irréprochablement leurs dettes à l'égard des citoyens et des entreprises. A cet égard, les partenaires sociaux demandent que la lutte contre la fraude fiscale et sociale soit intensifiée.

\* \*

\*

Les bases de l'accord ci-après sont celles du schéma qui a été présenté par le conciliateur désigné par le gouvernement au Groupe des 10 le 8 décembre 2008. Ce schéma est repris in extenso ci-dessous.

h.



Bruxelles, le 8 décembre 2008.

Hautement confidentiel

Groupe des Dix - Propositions du conciliateur

A - Préambule :

1. L'accord entre interlocuteurs sociaux se situe dans une période de crise majeure ;
2. Certains arbitrages ne seront que des « one shot » exceptionnels, comme réplique à la crise, à intégrer dans le plan de relance selon les équilibres politiques et financiers du gouvernement. A situation exceptionnelle, accord exceptionnel.
3. Le compromis au sein du groupe des Dix se décline selon le schéma présenté ci-dessous ;
4. Les volets du dossier tripartite (assurance-crédit, récupération TVA, chômage économique, coûts énergétiques) sont à mettre en parallèle avec les propositions ;
5. Les interlocuteurs sociaux sont acquis à l'idée de lutter contre la fraude sociale et fiscale.

B - Schéma de propositions :

Les propositions se répartissent en trois grands volets : le pouvoir d'achat des travailleurs, les coûts salariaux des entreprises, le pouvoir d'achat des allocataires sociaux. A ces volets, il convient d'ajouter le programme emploi (2009 - 2010) et les prolongations conventionnelles ou contractuelles.

Pouvoir d'achat des travailleurs

1. Maintien de l'indexation des salaires bruts selon les accords sectoriels
2. Enveloppe nette de maximum 250€/travailleur en année pleine à négocier au plan sectoriel, avec un maximum de 125€ en 2009.
3. A imputer sur l'enveloppe des 250€ :
  - a. salaire sectoriel minimum à discuter par les secteurs
  - b. chèque vert à mettre en oeuvre pour le 1<sup>er</sup> février 2009
  - c. chèque repas : tarif facial de 6,0€ à 6,5€ et 0,5€ par chèque déductible de l'impôt des sociétés ou à 7€/chèque et 1€ déductible

- d. dispense de l'augmentation de l'indemnité de mobilité dans la construction
- e. coût additionnel au niveau du secteur/entreprise pour les autres modes de transport suite à l'augmentation de l'intervention train/tram/bus
4. Trajet domicile - travail
  - a. CCT 19 : 60% → 75% à partir du 1/2/2009
  - b. tableau en forfait dans la CCT
  - c. forfait valable en 2009 et 2010
  - d. forfait négociable sur 2 ans
  - e. imputation dans l'enveloppe de 250€ du coût dont mention dans le point 3 e.

Coûts salariaux des entreprises

5. Réduction des charges (428 mio€ - travail d'équipes, travail de nuit, heures supplémentaires, redistribution des charges sociales)
6. Simplification des plans d'embauche ;
7. Rattrapage de l'écart salarial et compensation financière.  
Un équilibre est à trouver entre l'enveloppe de 250€ nets par travailleur en 2010 (à charge des entreprises) et la compensation financière de celle-ci. La compensation s'opère par des baisses du précompte professionnel qui sont restituées aux entreprises. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, cette mesure existe à hauteur de 0,25% de baisse du précompte. La proposition porte la baisse de ce précompte à 0,75% au 1/1/2009 et à 1% au 1/1/2010 (chaque quart de point est estimé à 232 millions d'euros). A partir de 2010, un montant équivalent à 0,15% de baisse de précompte fait l'objet d'un financement alternatif qui n'est pas à charge des entreprises et qui n'ampute pas le pouvoir d'achat des travailleurs.

Pouvoir d'achat des allocataires sociaux

8. Adaptation au bien-être (428mio€)
9. Dégressivité

-2-

Handwritten signatures and initials in the left margin, including a large signature at the top and several smaller ones below it.

Le schéma ci-dessus du conciliateur a été transmis au gouvernement fédéral le 8 décembre 2008, par le biais d'une lettre du président du Groupe des 10. Le gouvernement fédéral a confirmé aux partenaires sociaux, lors d'une rencontre avec le Groupe des 10 le 11 décembre 2008, qu'il adhérerait au schéma du conciliateur, une adhésion qui a ensuite été réitérée dans une lettre du 12 décembre 2008 adressée au Groupe des 10. De même, le Groupe des 10 a pris acte des décisions gouvernementales concernant le chômage économique, l'assurance-crédit, la récupération de la TVA et les coûts énergétiques.

Les partenaires sociaux confirment de leur côté qu'ils honoreront les parties du schéma du conciliateur qui relèvent au premier chef de leur responsabilité. En vue des négociations à venir, les partenaires sociaux conviennent ce qui suit :

- La loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité préserve l'indexation et les augmentations barémiques. A titre exceptionnel pour les années 2009-2010, une approche en «net» (c.à.d. sans charges supplémentaires de quelque nature qu'elles soient pour les employeurs) est d'application. Pour les années 2009-2010, les partenaires sociaux conviennent donc de fixer l'enveloppe de négociation à maximum 250 EUR par travailleur en régime de croisière, en sus de l'application du mécanisme d'indexation des salaires et des augmentations barémiques. Pour 2009, un maximum de 125 EUR peut déjà être octroyé, soit à imputer sur ce montant, soit de façon non récurrente.
- Pour faciliter la conversion de ce montant en pouvoir d'achat net pour les travailleurs, les partenaires sociaux conviennent de réaliser, conjointement avec le gouvernement, les accords suivants d'ici au 1<sup>er</sup> février 2009 :
  - Une augmentation de la valeur faciale maximale du chèque-repas de 1 EUR (passant de 6 à 7 EUR), sans augmentation de la part personnelle actuelle du travailleur (à savoir 1,09 EUR). Parallèlement, il est prévu de rendre 1 EUR par chèque-repas admissible comme frais déductibles pour l'employeur sur le plan fiscal.
  - Un relèvement du plafond de l'indemnité de mobilité en vigueur dans les branches d'activité où le lieu de travail n'est pas fixe, à 0,1316 EUR par kilomètre.
  - L'élaboration d'un régime d'exonération, pour l'employeur et le travailleur, d'impôts et de cotisations sociales lors de l'octroi de "chèques verts" (appelés éco-chèques) destinés à l'achat de produits et services écologiques.

Le coût total d'une adaptation des barèmes minimums sectoriels ainsi que des retombées, au niveau des secteurs ou des entreprises, d'une augmentation de l'intervention de l'employeur dans les abonnements de train, tram, métro ou bus sur d'autres modes de transport (voir ci-après) sera imputé sur ladite enveloppe de négociation convenue.

- Les partenaires sociaux décident de modifier la CCT n° 19 en vue de porter à 75% l'intervention maximale de l'employeur dans l'abonnement de train, tram, métro ou bus (transports en commun publics) au 1<sup>er</sup> février 2009. L'intervention ainsi augmentée sera parallèlement convertie en une grille de montants forfaitaires. Ces forfaits seront applicables pour 2009 et 2010, sans qu'ils ne soient indexés. Ensuite, une adaptation de ces forfaits sera négociée tous les deux ans.

Les partenaires sociaux demandent que les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 soient mis en concordance avec cette grille.

D'éventuelles retombées de cette mesure sur d'autres interventions dans les déplacements domicile-lieu de travail devront, comme indiqué ci-dessus, être imputées sur l'enveloppe de négociation convenue.

- Les accords existants suivants seront prolongés pour 2009-2010 :
  - les régimes de prépension particuliers (20 années de travail de nuit, capacité de travail réduite dans le secteur de la construction et prépension à mi-temps) ;
  - la cotisation patronale de 0,10% pour les efforts en faveur de personnes appartenant à des groupes à risques ;
  - la cotisation patronale de 0,05% pour le financement du plan relatif à l'encadrement et au suivi actifs des chômeurs ;
  - le système des primes d'innovation ;
  - l'exonération de l'obligation en matière de premiers emplois si le secteur prévoit une cotisation patronale de 0,15% pour les groupes à risques ;
  - CCT n° 92 (prépension longues carrières) ;
  - le financement et la pérennisation de l'intervention publique dans le cadre du système 80/20 (intervention patronale dans le coût des transports publics pour le trajet domicile-lieu de travail via un système de tiers payant), avec une enveloppe ouverte.
  
- Les organisations des travailleurs et des employeurs, signataires du présent accord, confirment leur volonté commune de faire appliquer toutes les dispositions prévues dans le présent accord.
  
- Les parties conviennent expressément que les annexes suivantes font partie intégrante de cet accord et qu'elles engagent les parties au même titre que l'accord lui-même.
  1. Simplification des plans d'embauche
  2. Réductions de charges et redistribution des charges sociales
  3. Concrétisation de l'enveloppe affectée à la liaison au bien-être des allocations sociales
  4. Réponse à la demande du gouvernement en matière de crédit-temps

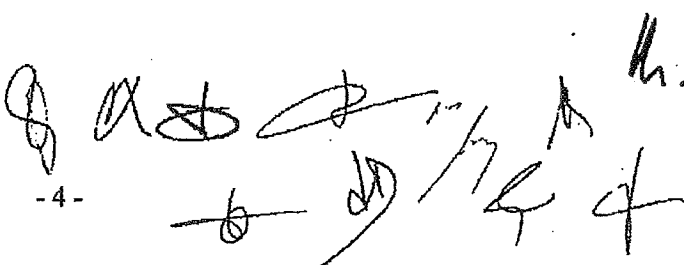
Handwritten signatures and initials in black ink, including a large signature on the left and several smaller initials and marks on the right.

Tableau explicatif (art.7§2 de l'accord national)

Accord National 2009-2010 pour employés					
	hausse salariale récurrente 17,33 €	éco-chèque unique 250 €	Si adhésion au 2ième pilier	impact cct 2011-2012	
				oui	non
non conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x			x	
autres		x			x
conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x			x	
autres					
en cas d' avantage unique entre 0 € et 250 €				x (solde jusque 250)	
en cas d' avantage unique = 250 €					x
en cas d' avantage récurrent entre 0 € et 250 €				x (solde jusque 250)	
en cas d' avantage récurrent = 250 €				x	

Accord National 2009-2010 pour employés					
	hausse salariale récurrente 17,33 €	éco-chèque unique 250 €	Si opting out	impact cct 2011-2012	
				oui	non
non conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x				x
autres		x			x
conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x				x
autres					
en cas d' avantage unique entre 0 € et 250 €					x
en cas d' avantage unique = 250 €					x
en cas d' avantage récurrent entre 0 €.et 250 €					x
en cas d' avantage récurrent = 250 €					x

## **Nationaal Akkoord 2009-2010 voor bedienden (PC 207)**

---

CAO gesloten op 1 april 2009 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid betreffende het Nationaal Akkoord 2009-2010.

### **Toepassingsgebied**

#### **Artikel 1.**

§1. Deze CAO is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit Paritair Comité.

§2. Het toepassingsgebied van artikel 10 §1 van deze CAO (conventioneel brugpensioen vanaf 58 jaar), van artikel 13 van deze CAO (Fonds voor vorming – risicogroepen) en van artikel 14 § 1 van deze CAO (Tijdskrediet) wordt uitgebreid tot alle werknemers gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst voor bedienden.

§3. Het artikel 9 van deze CAO is uitsluitend van toepassing op de werknemers gebonden met hun werkgever door een arbeidsovereenkomst voor handelsvertegenwoordiger.

### **Duur**

#### **Artikel 2.**

Deze CAO wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 2009 tot en met 31 december 2010, met uitzondering van artikel 7, 8 en 10.

### **Omkaderingsafspraken voor het sociaal overleg op ondernemingsvlak**

#### **Artikel 3.**

De sociale gesprekspartners van het Paritair Comité voor de bedienden van de scheikundige nijverheid en de onderhandelaars op ondernemingsvlak onderschrijven ten volle en zonder enig voorbehoud alle bepalingen van het uitzonderlijk akkoord van 18 december 2008 voor de onderhandelingen en bevestigen hiermee ondermeer de onderhandelingsenveloppe die in het uitzonderlijk akkoord werd vastgelegd voor de af te sluiten onderhandelingen op ondernemingsvlak in de periode 2009-2010.

De naleving op bedrijfsvlak van het uitzonderlijk akkoord, in bijlage, maakt onlosmakelijk deel uit van de uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

### **Vastheid van betrekking**

#### **Artikel 4.**

De ondertekenende werkgeversorganisatie verbindt zich ertoe de ondernemingen aan te bevelen om in geval een onderneming genoodzaakt is over te gaan tot collectief ontslag om economische redenen, de maatregelen te onderzoeken die de nadelen van deze ontslagen ten opzichte van de bedienden zouden kunnen milderen, zoals ondermeer brugpensioen, werkverdeling, tijdskrediet, wijze van toepassing van de wet betreffende tijdelijke arbeid en uitzendarbeid.

Bestaande gunstigere regelingen op bedrijfsvlak blijven behouden.

## **Minimumbarema**

### **Artikel 5.**

§1. Enkel wanneer het huidige leeftijdsgebonden barema zal omgevormd zijn tot een nieuw salarisevolutiesysteem in overeenstemming met de Europese Richtlijn 2000/78/EG, omgezet in Belgisch recht via de Wet van 25 februari 2003, zoals gewijzigd door de Wet van 20 juli 2006, kunnen de minimumbarema's terug aangepast worden.

Een eerste verhoging van 5,2 EUR /bruto gebeurt op moment van inwerkingtreding van het nieuwe salarisevolutiesysteem en ten vroegste op 1 april 2009.

Het minimumbarema wordt vanaf 1 januari 2010 verhoogd met 12,13 EUR/ bruto onder de in al.1 omschreven opschortende voorwaarde

§2. Deze verhogingen zijn eveneens van toepassing op de bedienden die op moment van de toepassing van de eerste verhoging minder dan 17,33 EUR/bruto boven de geldende minimumbarema's betaald worden.

§3. De in §1 en §2 van dit artikel vermelde inspanning voor de verhogingen van de minimumbarema's kan niet gebruikt worden als zijnde richtinggevend voor de bedrijfsonderhandelingen

## **Weddeverhoging**

### **Artikel 6.**

§1. De ondernemingen die, aangaande de eventuele verhoging van de koopkracht voor de periode 2009-2010, niet gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst over loon- en arbeidsvoorwaarden, gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de paritaire comités en de collectieve arbeidsovereenkomsten, zullen op 1 januari 2010, eenmalig, een totaalbedrag aan ecocheques, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van de Nationale Arbeidsraad van 20 februari 2009, toekennen per gebaremiseerde bediende, dat wil zeggen waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, in dienst bij de werkgever op 1 januari 2010 ter waarde van 250 EUR.

Aan de deeltijdse bedienden worden ecocheques toegekend voor hetzelfde totaalbedrag en onder dezelfde voorwaarden als voor voltijdse bedienden.

De toekenning en/of de bepaling van het bedrag van deze ecocheques gebeurt evenwel na verrekening en/of in voorafname van eventuele verhogingen van het loon en/of andere geldelijke of in geld waardeerbare voordelen die, met uitzondering van deze ten gevolge van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 maart 2006 (KB 9 oktober 2006; BS 13 november 2006), gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de scheikundige nijverheid, betreffende de koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, zouden toegekend worden aan de bedienden tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Deze verhogingen en/of voordelen zijn aan hun brutowaarde aan te rekenen op de verhoging bepaald door huidige overeenkomst.

§2. Dit artikel is niet van toepassing op de bedienden die genieten van de loonsverhogingen voorzien in artikel 5 van deze CAO.

## **Pensioenplan**

### **Artikel 7.**

§1. Voor de ondernemingen die op 1 oktober 2010 geen of een pensioenplan met een lagere jaarlijkse werkgeverkost dan het sectoraal pensioenplan hebben, wordt er een sectoraal pensioenplan uitgewerkt dat in werking zal treden vanaf 1 januari 2011, met een minimale instapkost van 250 EUR per bediende.

§2. Voor de ondernemingen die vallen onder het toepassingsgebied van artikel 6 van deze CAO, die de éénmalige ecocheques hebben toegekend, als bepaald in al.1 van artikel 6, en vallen onder het toepassingsgebied van het sectoraal pensioenplan zal de kost gelijk aan het totaalbedrag aan ecocheques (250 EUR per bediende in 2010) aangewend worden in het sectoraal pensioenplan vanaf 2011.

Voor de andere ondernemingen die voor de periode 2009-2010 een recurrent voordeel hebben toegekend en die onder het toepassingsgebied van het sectoraal pensioenplan vallen, vormt het sectoraal pensioenplan een nieuw voordeel waarvan de kost op te nemen is in de CAO 2011-2012

De verklarende tabel opgenomen in bijlage maakt integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst

§3. De sociale partners van de scheikundige nijverheid gaan onmiddellijk over tot de oprichting van een installatiewerkgroep sectoraal pensioenplan ten einde tegen ten laatste einde oktober 2009 alle beginselen en modaliteiten van het nieuw in te richten pensioenplan uit te werken.

§4. Dit artikel geldt voor onbepaalde duur.

## **Verplaatsingskosten**

### **Artikel 8.**

§1. Voor wat betreft de tussenkomst van de werkgevers in de prijs van het gemeenschappelijk openbaar vervoer wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoersbewijs berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen opgenomen in art. 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van de abonnementen vanaf 5 km bepaald volgens de modaliteiten als opgenomen in art. 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft het gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het vervoersbewijs bepaald volgens de modaliteiten als opgenomen in art. 5 en art. 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer op het grondgebied van een andere lidstaat wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het vervoersbewijs bepaald volgens de modaliteiten als opgenomen in art. 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft de tussenkomst van de werkgevers bij gebruik van een ander vervoermiddel dan het openbaar vervoer voor een afgelegde afstand die minstens 5 kilometer moet bedragen, blijft de tussenkomst van de werkgever, vanaf 1 februari 2009, gekoppeld aan de vroegere tabel op basis van



het gemiddelde van 60%, jaarlijks aangepast aan de nieuwe tarieven

Partijen komen overeen de CAO van 14 mei 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van de scheikundige nijverheid, betreffende het vervoer van de bedienden (KB 23 april 2002; BS 30 mei 2002) in die zin aan te passen.

**§2.** Dit artikel geldt voor onbepaalde duur.

### **Handelsvertegenwoordigers- Eindejaarspremie** **Artikel 9.**

De in het artikel 3 van de CAO, betreffende een specifieke regeling van eindejaarspremie voor de handelsvertegenwoordigers, gesloten op 12 juli 2007 (KB 18 mei 2008; BS 11 juni 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid vermelde begrenzing van 2.000 EUR wordt, vanaf het jaar 2010, en uiterlijk betaalbaar, wat de eindejaarspremie betreft van het kalenderjaar 2010, in januari 2011, op 2.100 EUR gebracht

### **Conventioneel brugpensioen**

#### **Artikel 10. §1 - Brugpensioen vanaf 58 jaar**

De CAO, gesloten op 26 juni 2007 (KB 2 juli 2008; BS 9 oktober 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende de verlenging van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar, die per 31 december 2008 vervallen is, wordt verlengd van 1 januari 2009 tot en met 31 maart 2011.

#### **§2 - Brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan**

De CAO, gesloten op 26 juni 2007 (KB 24 juli 2008; BS 9 oktober 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2008 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd.

Voor zover dit wettelijk mogelijk is zal deze collectieve arbeidsovereenkomst nadien verlengd worden voor de periode lopende van 1 januari 2011 tot 31 maart 2011.

#### **§3 –Brugpensioen vanaf 56 jaar voor bedienden met minstens 40 jaar beroepsloopbaan**

Een nieuw stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar mits 40 jaar beroepsloopbaan wordt ingevoerd in de scheikundige nijverheid volgens de voorwaarden en de modaliteiten vastgelegd in de hieromtrent afgesloten interprofessionele collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten in de Nationale Arbeidsraad voor de periode lopende van 1 januari 2009 tot en met 31 december 2010.

Voor zover dit wettelijk mogelijk is zal deze collectieve arbeidsovereenkomst nadien verlengd worden voor de periode lopende van 1 januari 2011 tot 31 maart 2011

#### **§4.- Halftijds brugpensioen vanaf 55 jaar**

De CAO, gesloten op 26 juni 2007 (KB 19 maart 2008; BS 9 april 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreffende het halftijds brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar, die per 31 december 2008 vervallen is, wordt voor de duur van deze CAO verlengd.

Voor zover dit wettelijk mogelijk is zal deze collectieve arbeidsovereenkomst nadien verlengd worden voor de periode lopende van 1 januari 2011 tot 31 maart 2011.

## **Syndicale vorming**

### **Artikel 11.**

§ 1. In lid 1 en lid 3 van artikel 3 van de CAO, betreffende de syndicale vorming, gesloten op 12 juli 2007 (KB 20 februari 2008; BS 9 april 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid wordt het cijfer “300”, vanaf 1 januari 2009, vervangen door het cijfer “400”.

Het vierde lid van artikel 3 van hoger genoemde CAO wordt geschrapt.

§ 2. Het bedrag van 137.500 EUR per kalenderjaar vermeld in het eerste lid van artikel 8 van bovenvermelde CAO gesloten op 12 juli 2007 (KB 20 februari 2008; BS 9 april 2008), wordt, met ingang van 1 januari 2009, gebracht op 150.000 EUR per kalenderjaar.

§3. Volgende zin wordt toegevoegd in het eerste lid van artikel 8 van de bovenvermelde CAO gesloten op 12 juli 2007 (KB 20 februari 2008; BS 9 april 2008): “Met ingang van 1 januari 2009 wordt eenzelfde bedrag toegekend aan de Belgische federatie van de chemische industrie en van life sciences vzw (essencia) met het oog op het vervolmaken van de vorming van de werkgeversvertegenwoordigers in de sociale dialoog.

## **Financiering van het voordeel aan de gesyndiceerde bedienden**

### **Artikel 12**

Artikel 8, tweede lid, van de CAO, betreffende de syndicale vorming, gesloten op 12 juli 2007 (KB 20 februari 2008; BS 9 april 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, wordt, ingevolge een uitzonderlijke inspanning, als volgt gewijzigd: “Deze financiële reserve zorgt bovendien voor de dekking van een gedeelte van de jaarlijkse bijdrage van de gesyndiceerden onder de in §1 van artikel 1 van deze CAO bedoelde bedienden, ten belope van 2.350.000 EUR per jaar met ingang van 1 januari 2009.”

## **Fonds voor Vorming (risicogroepen)**

**Artikel 13.** - De CAO tot verlenging van het Fonds voor beroepsvorming van de bedienden uit de scheikundige nijverheid, gesloten op 26 juni 2007 ( KB 19 maart 2008; BS 16 mei 2008), in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, zal voor de duur van deze CAO worden verlengd.

Wat de CAO tot vaststelling van de werkgeversbijdrage aan voornoemd Fonds, eveneens gesloten op 26 juni 2007 ( KB 19 maart 2008; BS 16 mei 2008) in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, betreft, zal de bijdrage voor het Fonds, vanaf het jaar 2009, verhoogd worden van 0,10 % tot 0,20 % van de bruto-weddemassa van de werknemers onder arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Van de hierboven vermelde totaal gestorte middelen zal een bedrag gelijk aan de bijdrage van 0,05% op de brutolonen van de bedienden integraal gebruikt worden voor collectieve opleidingsprojecten.

De sociale partners voor de bedienden van de scheikundige nijverheid bevestigen dat ze met het invoeren van deze maatregelen verder gunstig gevolg geven aan de oproep om de vormingsinspanningen te verhogen.

## **Combinatie Arbeid – Gezin**

### **Tijdskrediet - 1/5de loopbaanvermindering**

#### **Artikel 14. § 1. Tijdskrediet**

Het recht op tijdskrediet, voorzien door artikel 3 van de CAO nr. 77bis gesloten op 19 december 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een stelsel van tijdskrediet,

loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijdskrediet, overeenkomstig voornoemde CAO nr. 77bis, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden:

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per periode van één jaar;
- de bedienden die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijf jaar anciënniteit bereikt te hebben.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

### **§ 2. 1/5de loopbaanvermindering**

De ondernemingen kunnen, overeenkomstig art. 6 § 2 en art. 9 § 2 van voornoemde CAO nr. 77bis van de NAR, de concrete toepassingsmodaliteiten bepalen van het stelsel van 1/5<sup>de</sup> loopbaanvermindering voor de voltijdse bedienden die in ploegen zijn tewerkgesteld.

De uitoefening van dit recht mag de organisatie van het werk niet verstoren.

### **§3. Overgang van loopbaanvermindering naar conventioneel brugpensioen**

In geval een bediende overstapt van een vorm van loopbaanvermindering in het kader van tijdskrediet (CAO nr. 77bis) naar een vorm van conventioneel brugpensioen zal de aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever, als bepaald in de voor de sector geldende desbetreffende collectieve arbeidsovereenkomsten, berekend worden op basis van een voltijds loon. De aanvullende vergoeding wordt geproratiseerd met de verhouding van de periodes voltijdse en deeltijdse tewerkstelling over de gehele loopbaan.

Deze regeling doet geen afbreuk aan gelijkwaardige of gunstiger modaliteiten die op het vlak van de onderneming bestaan.

### **Artikel 15. Basisloonwaarborg voor zwangere bedienden**

Voor bedienden die omwille van hun zwangerschap genoodzaakt worden om gedurende deze periode een andere lagere functie binnen de onderneming in te vullen zal het basisloon van de originele functie gewaarborgd blijven.

Deze regeling doet geen afbreuk aan gelijkwaardige of gunstiger modaliteiten die op het vlak van de onderneming bestaan.

### **Functieclassificatie**

#### **Artikel 16.**

De paritaire werkgroep functieclassificatie met het oog op de actualisering en verfijning van de niveaukenmerken en de voorbeeldfuncties van de huidige functieklassen, zonder afbreuk te doen aan de bestaande functieclassificaties op ondernemingsvlak, zal zijn werkzaamheden tijdens de duur van onderhavig Nationaal Akkoord 2009-2010 verder zetten.

## **Arbeidsovereenkomsten**

### **Artikel 17.**

In geval een uitzendkracht wordt aangeworven met een arbeidsovereenkomst bij dezelfde gebruiker, vanaf dan de werkgever genoemd, en dit voor dezelfde functie als waarin hij gedurende minstens 6 maanden, zonder tussentijdse onderbreking van meer dan 4 opeenvolgende weken, heeft gewerkt, zal er geen proefperiode in de arbeidsovereenkomst voorzien worden.

## **Sociale dialoog**

### **Artikel 18.**

Na het afsluiten van het Nationaal Akkoord 2009-2010 voor bedienden zal de Voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, tijdens deze CAO-periode, het initiatief nemen om een dialoog op te starten tussen de sociale partners van het PC 207 aangaande het versterken van de sociale dialoog, in het bijzonder wat betreft de informatieverstrekking op sociaal-economisch gebied voor KMO's vanaf een bepaald aantal bedienden.

De ondertekenende organisaties zijn bereid om op dit initiatief positief in te gaan.

Dit positief engagement tot dialoog houdt geen resultaatsverbintenis in.

## **Juridische aansprakelijkheid van de werknemers**

### **Artikel 19.**

De paritaire werkgroep betreffende de juridische aansprakelijkheid van de werknemers zal haar werkzaamheden voor de looptijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst verder zetten.

## **Overleg en sociale vrede**

### **Artikel 20.**

Met inachtneming van de sociale vrede en van de procedures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekenende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze CAO's aan elkaars verwachtingen hebben voldaan.

Zij is gesloten te goeder trouw, en de ondertekenende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.

**Uitzonderlijk akkoord voor de onderhandelingen op sector- en ondernemingsvlak in de periode 2009-2010**

**Bijdrage tot het herstel van het vertrouwen**

Ons land maakt momenteel een zeer moeilijke periode door. De combinatie van een forse terugval van de binnenlandse en van de buitenlandse vraag, van de effecten van de fors gestegen grondstoffenprijzen (bv. voeding en energie) in de eerste helft van het jaar en van de wereldwijde financiële crisis maakt dat de economische vooruitzichten sinds de zomer aanzienlijk neerwaarts zijn bijgesteld. Terwijl in juni nog een economische groei voor ons land voorspeld werd van 1,7% in 2009, gaan de voorspellingen van eind november er van uit dat de groei negatief zal zijn.

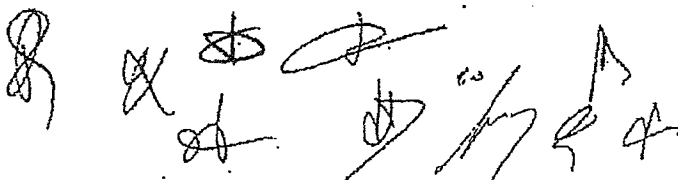
In een dergelijke uitzonderlijke context zijn de sociale partners van oordeel dat ons land nu nood heeft aan een uitzonderlijk akkoord, aangepast aan wat de bevolking en de ondernemers vandaag de dag bezig houdt. Een akkoord dat uitgaat van de realiteit, maar tegelijkertijd een bijdrage wil leveren tot het herstel van het vertrouwen van werknemers en werkgevers. Het is eveneens een akkoord waar de juiste balans tussen concurrentiekracht, koopkracht en werkgelegenheid wordt nagestreefd.

Daarnaast hebben de huidige crisis en de bijhorende moeilijke begrotingstoestand, o.a. ten gevolge van de financiële crisis, bij velen de ogen geopend. Het vertrouwen in het systeem is sterk gedaald. De omslag op de reële economie is intussen een feit. De overheid moet dan ook veel middelen mobiliseren om deze algehele economische crisis het hoofd te kunnen bieden, hetgeen dan op zijn beurt de begrotingstoestand van ons land onder druk zet. Daarom is het o.a. van het grootste belang dat alle inkomsten waarop de overheid recht heeft correct geïnd worden en dat de overheid correct haar schulden t.o.v. burgers en ondernemingen vereffent. In dit verband vragen de sociale partners om de strijd tegen sociale en fiscale fraude te intensiveren.

\* \*

\*

De basis voor het onderstaande akkoord is deze van het schema dat door de  
regeringsbemiddelaar aan de Groep van 10 op 8 december 2008 werd voorgelegd. Hierna  
wordt in extenso dit schema overgenomen.



## VERTALING

Brussel, 8 december 2008.

Hoogst vertrouwelijk

### Groep van Tien – Voorstellen van de bemiddelaar

#### A - Preambule:

1. Het akkoord tussen de sociale partners komt er in een periode van zware crisis;
2. Sommige arbitrages zullen slechts uitzonderlijke "one shots" zijn, als antwoord op de crisis, die in het herstelplan moeten worden verwerkt volgens de politieke en financiële evenwichten van de regering. Bij een uitzonderlijke situatie past een uitzonderlijk akkoord.
3. Het compromis binnen de Groep van Tien wordt uitgewerkt volgens het hiërarchisch weergegeven schema;
4. De gedeelten van het tripartiete dossier (kredietverzekering, terugvordering van btw, economische werkloosheid, energiekosten) dienen parallel met de voorstellen te worden bekeken;
5. De sociale gesprekspartners zijn gewonnen voor de gedachte van het bestrijden van de sociale en fiscale fraude.

#### B - Schema van de voorstellen:

De voorstellen zijn ingedeeld in drie grote luiken: de koopkracht van de werknemers, de loonkosten van de ondernemingen, de koopkracht van de sociale-uitkeringtrekkers. Aan deze luiken dienen het werkgelegenheidsprogramma (2009 - 2010) en de conventionele of contractuele verlengingen te worden toegevoegd.

##### Koopkracht van de werknemers

1. Behoud van de indexering van de brutolonen volgens de sectorale akkoorden
2. Netto-enveloppe van maximum 250€/werknemer in een volledig jaar, te onderhandelen op sectorvlak, met een maximum van 12,5€ in 2009.
3. Aan te rekenen op de enveloppe van 250€:
  - a. sectoraal minimumloon te bespreken door de sectoren
  - b. groene cheque tegen 1 februari 2009 ten uitvoer te leggen
  - c. maaltijdcheque: faciaal tarief van 6,0€ tot 6,5€ en 0,5€ per cheque aftrekbaar van de vennootschapsbelasting of tot 7€/cheque en 1€ aftrekbaar

2

- d. vrijstelling van de verhoging van de mobiliteitsvergoeding in de bouw
  - e. extra kosten op sector-/ondernemingsniveau voor de andere vervoertakken ten gevolge van de verhoging van de tegemoetkoming in trein/tram/bus
4. Woon-werkverkeer
- a. CAO 19: 60% → 75% vanaf 1/2/2009
  - b. forfaitabel in de CAO
  - c. forfait geldig in 2009 en 2010
  - d. forfait onderhandelbaar voor 2 jaar
  - e. aanrekening op de enveloppe van 250€ van de kosten vermeld onder punt 3 n.

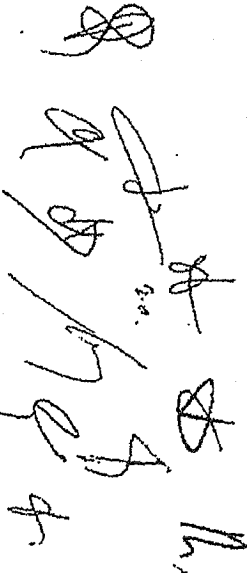
##### Loonkosten van de ondernemingen

5. Lastenverlaging (428 miljoen € - ploegenarbeid, nachtarbeid, overuren, hervreiding van de sociale lasten)
6. Vereenvoudiging van de bouwplannen;
7. Wegwerken van het loonverschil en financiële compensatie.  
Er dient een evenwicht te worden gevonden tussen de enveloppe van 250€ netto per werknemer in 2010 (ten laste van de ondernemingen) en de financiële compensatie hiervan. De compensatie gebeurt via verlagingen van de bedrijfsvoorheffing die worden teruggegeven aan de ondernemingen. Sinds 1 oktober 2007 bestaat deze maatregel tot een bedrag van 0,25% verlaging van de voorheffing. Het voorstel brengt de verlaging van deze voorheffing op 0,75% op 1/1/2009 en op 1% op 1/1/2010 (ieder kwartpunt wordt geraamd op 232 miljoen euro). Vanaf 2010 maakt een bedrag dat overeenkomt met 0,15% verlaging van de voorheffing het voorwerp uit van een alternatieve financiering die niet ten laste van de ondernemingen komt en die de koopkracht van de werknemers niet aantast.

##### Koopkracht van de sociale-uitkeringtrekkers

8. Welvuurtoeslag (428 miljoen €)
9. Degressiviteit

-2-



Bovenstaand schema van de bemiddelaar werd op 8 december 2008 via een brief van de voorzitter van de Groep van 10 overgemaakt aan de federale regering. Deze laatste heeft aan de sociale partners tijdens een ontmoeting met de Groep van 10 op 11 december 2008 bevestigd zich achter het schema van de bemiddelaar te scharen, hetgeen vervolgens per brief van 12 december 2008 aan de Groep van 10 bevestigd werd. De Groep van 10 heeft tevens akte genomen van de regeringsbeslissingen betreffende de economische werkloosheid, de kredietverzekering, de terugvordering van de btw en de energiekosten.

De sociale partners bevestigen van hun kant dat ze de onderdelen van het schema van de bemiddelaar waarvoor zij in de eerste plaats verantwoordelijkheid dragen, zullen honoreren. In het licht van de komende onderhandelingen komen de sociale partners het volgende overeen :

- De wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen vrijwaart de indexerings- en de baremieke verhogingen. Uitzonderlijk is voor de jaren 2009-2010 een "netto"-aanpak (d.w.z. zonder bijkomende lasten van welke aard ook voor de werkgevers) van toepassing. Voor de jaren 2009-2010 komen de sociale partners dus overeen om de onderhandelingsenveloppe vast te leggen op maximaal 250 EUR per werknemer op kruisnelheid, boven op de toepassing van het loonindexeringsmechanisme en de baremieke verhogingen. Voor 2009 mag reeds maximaal 125 euro toegekend worden, hetzij aan te rekenen op dit bedrag, hetzij éénmalig.
- Om de invulling van dit bedrag naar nettokoopkracht voor de werknemers te faciliteren, komen de sociale partners overeen om samen met de regering de volgende afspraken tegen 1 februari 2009 te concretiseren:
  - Een verhoging van het maximum faciaal tarief van de maaltijdcheque met 1 euro (van 6 naar 7 euro), zonder dat het huidige persoonlijk aandeel van de werknemer (m.n. 1,09 euro) verhoogd wordt. Tegelijkertijd wordt voorzien dat de werkgever 1 euro per maaltijdcheque op fiscaal gebied kan inbrengen als aftrekbare kost.
  - Een verhoging van het grensbedrag voor de mobiliteitsvergoeding in gebruik in bedrijfstakken waar de werkplaats niet vast bepaald is, tot 0,1316 euro per kilometer.
  - De uitwerking van een regeling van vrijstelling, voor werkgever en werknemer, van belastingen en sociale bijdragen bij de toekenning van "groene cheques" (genaamd eco-cheque) bestemd voor de aankoop van ecologische producten en diensten.

De totale kost van een aanpassing van de sectorale minimumbarema's alsook van de overloopeffecten op sector- of bedrijfsniveau van een verhoging van de tussenkomst van de werkgever in trein-, tram-, metro- of busabonnementen naar andere vervoerswijzen toe (zie hierna), zal op de genoemde afgesproken onderhandelingsenveloppe geïmputeerd worden.

- De sociale partners komen overeen om CAO nr. 19 te wijzigen teneinde de maximale tussenkomst door de werkgever in een trein-, tram-, metro- of busabonnement (gemeenschappelijk openbaar vervoer) op 1 februari 2009 te verhogen tot 75%. De aldus verhoogde tussenkomst zal tegelijkertijd worden omgezet in een tabel met forfaitaire bedragen. Deze forfaits zullen gelden voor 2009 en 2010, zonder dat ze geïndexeerd worden. Nadien zal tweejaarlijks worden onderhandeld over een aanpassing van deze forfaits.

De sociale partners vragen dat de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 met deze tabel in overeenstemming worden gebracht.

Eventuele overloopeffecten van deze maatregel op andere tussenkomsten voor woon-werkverkeer moeten, zoals hoger reeds aangegeven, worden aangerakend op de afgesproken onderhandelingsenveloppe.

- De volgende bestaande afspraken worden voor 2009-2010 verlengd:
  - de bijzondere brugpensioenregelingen (20 jaar nachtarbeid, verminderde arbeidsgeschiktheid in de bouwsector, en het halftijds brugpensioen);
  - de werkgeversbijdrage van 0,10% voor de inspanningen ten voordele van de personen die behoren tot risicogroepen;
  - de werkgeversbijdrage van 0,05% voor de financiering van het plan inzake de actieve begeleiding en opvolging van werklozen;
  - het systeem van de innovatiepremie;
  - de vrijstelling van de startbaanverplichting indien de sector een werkgeversbijdrage van 0,15% voorziet voor risicogroepen;
  - CAO nr 92 (brugpensioen lange loopbanen)
  - de financiering en verduurzaming van de overheidstussenkomst in het kader van het 80/20-systeem (tussenkomst werkgever in de kosten voor openbaar vervoer in het woon-werkverkeer via een overeenkomst derde betaler), met een open enveloppe.
  
- De werknemers- en werkgeversorganisaties, die dit akkoord ondertekenen, bevestigen hun gemeenschappelijke wil om alle bepalingen van het onderhavige akkoord te doen naleven.
  
- Partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de volgende bijlagen integraal deel uitmaken van dit akkoord en dat ze de partijen binden op dezelfde wijze als het akkoord zelf.
  1. Vereenvoudiging banenplannen
  2. Lastenverlagingen en herverdeling sociale lasten
  3. Invulling van de enveloppe welvaartsvastheid sociale uitkeringen
  4. Antwoord op de regeringsvraag inzake tijdskrediet



Verklarende tabel (art.7§2 van het nationaal akkoord)

Nationaal akkoord 2009-2010 voor bedienden					
	recurrente loonsverhoging 17,33 €	éénmalige ecocheque 250 €	Indien aansluiting 2de pijler	impact cao 2011-2012	
				ja	neen
niet geconventioneerden					
minimum barema (+ max 17,33 €)	x			x	
anderen		x			x
geconventioneerden					
minimum barema (+ 17,33 €)	x			x	
anderen					
indien éénmalig voordeel ts 0 € en 250 €				x (saldo tot 250)	
indien éénmalig voordeel = 250 €					x
indien recurrent voordeel ts 0 € en 250 €				x (saldo tot 250)	
indien recurrent voordeel = 250 €				x	

Nationaal akkoord 2009-2010 voor bedienden					
	recurrente loonsverhoging 17,33 €	éénmalige ecocheque 250 €	Indien opting out	impact cao 2011-2012	
				ja	neen
niet geconventioneerden					
minimum barema(+ max 17,33 €)	x				x
anderen		x			x
geconventioneerden					
minimum barema (+ max 17,33 €)	x				x
anderen					
indien éénmalig voordeel ts 0 € en 250 €					x
indien éénmalig voordeel = 250 €					x
indien recurrent voordeel ts 0 € en 250 €					x
indien recurrent voordeel = 250 €					x